

font entre eux les acheteurs des différents produits, toutes les fois que de bons chemins, ou toute autre cause, amènent sur le marché une quantité plus qu'ordinaire d'aucun article donné. Dans ces temps, si le vendeur ne prend pas la première offre qui lui est faite, quelle qu'elle puisse être, pour ce qu'il a à vendre, ils se combinent de façon que les offres suivantes sont toujours de moins en moins. De cette manière, le cultivateur est souvent forcé de se défaire de ses produits à perte, vu que, pour éviter les dépenses de demeurer à la ville et ne pas négliger les affaires de la maison, et que ne pouvant les confier à un vendeur (dont l'intérêt serait de les vendre à la meilleure composition), il est forcé de vendre souvent beaucoup au-dessous de ce que lui coûte le produit, et c'est particulièrement le cas pour les animaux vivants. Maintenant, M. l'Éditeur, je vous demanderai à vous et à vos lecteurs si c'est le moyen d'encourager nos agriculteurs à faire des efforts pour pourvoir le marché de bons produits; ne serait-il pas mieux d'adopter le système suivi partout en Angleterre, de se servir de vendeurs publics, qui résidant sur les lieux, connaîtraient l'état réel du marché et la valeur réelle de ce qui serait confié à leurs soins, ce que le propriétaire, qui souvent appartient à une partie éloignée du pays, ne saurait connaître? Il serait mieux à l'agriculteur de payer un pourcentage raisonnable à une telle personne que de courir le risque de vendre ses produits bien au-dessous de leur valeur réelle, chose qu'il ne peut apprendre que quand il est trop tard. Il me semble que les différentes Sociétés d'Agriculture devraient faire des efforts pour établir de semblables vendeurs. Je pense qu'il suffirait, pour parvenir à ce but, qu'elles vinsent à s'unir entre elles pour employer de semblables hommes, et, s'il était nécessaire, qu'elles fissent une légère souscription pour leur assurer un support suffisant pendant une ou deux années.

3. Le troisième sujet est du ressort des Sociétés d'Agriculture de Comté, et elles

peuvent parvenir à ce but en organisant des clubs d'agriculteurs, où chacun ferait part de son expérience, et nous nous croyons fondé à dire que là où il y a un grand nombre de conseillers, là est la sagesse.

J'espère que quelques-uns de vos nombreux souscripteurs voudront bien donner leurs vues sur ces divers sujets, ce qui peut-être aura l'effet, non seulement de faire réfléchir les cultivateurs sur ces différentes matières, mais même de les faire agir.

Je suis,

Monsieur,

Votre très-obéissant serviteur,

"A CONSTANT READER."

21 Fév., 1851.

C'est avec plaisir que nous voyons notre correspondant, M. W. Boa, revenir devant le public. Ses communications sont toujours bien-venues, car elles sont pratiques, et on peut compter sur leur exactitude. C'est là un caractère que n'ont pas toujours beaucoup de communications que nous voyons souvent sur les journaux agricoles. Ce n'est pas aux agriculteurs pratiques qu'on pourra en imposer par des rapports exagérés, mais ils peuvent faire beaucoup de mal à ceux qui ne sont pas en état de découvrir leur fausseté. Nous serions heureux de voir des hommes pratiques venir avec des sujets pratiques, et comme nous savons que nous avons beaucoup de cultivateurs excellents dans le Bas-Canada, nous trouvons qu'il n'est pas généreux de ne pas donner leur assistance pour rendre ce journal plus utile à leurs frères agriculteurs, qui ont besoin d'informations et de suggestions sur les sujets qui concernent l'agriculture.

VIRTUE ROADHEAD, 24 Fév., 1851

MONSIEUR.—J'ai vu le premier et le second numéro du volume du Journal actuel, et je suis très satisfait des améliorations que vous y avez apportées. J'espère que ces améliorations augmenteront de beaucoup votre liste de souscripteurs, aus-